



AFRIQUE/GUINEE BISSAU - Les pays lusophones n'acceptent pas l'accord intervenu entre les putschistes et les Etats d'Afrique occidentale

Bissau (Agence Fides) – Situation encore bloquée en Guinée Bissau où il n'a pas encore été possible de former un nouveau gouvernement afin de résoudre la crise provoquée par le coup d'Etat militaire du 12 avril dernier. La CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale) a accepté la nomination de Manuel Serifo Nhamadjo, le candidat proposé par la junte militaire au poste de Chef de l'Etat durant la phase de transition devant conduire à de nouvelles élections. « Le PAGC, le principal parti du pays, l'Union européenne et surtout la Communauté des Etats de langue portugaise (CPLP) s'opposent cependant à cette solution et demandent le rétablissement de la situation quo ante » explique à l'Agence Fides le Père Davide Sciocco, PIME, Directeur de Radio Sol Mansi.

« Le poids de la CEDEAO est assez conséquent. Les pays africains conduisent actuellement les négociations entre les parties en cause en Guinée Bissau afin de trouver une porte de sortie à la crise. Les acteurs de la négociation sont le Nigeria et la Côte-d'Ivoire qui ont poussé en faveur de la nomination du nouveau Chef de l'Etat et travaillent en vue de la formation d'un nouveau gouvernement » explique le Père Sciocco. « La CPLP n'est cependant pas d'accord avec cette solution parce que cela signifie accepter un compromis avec les putschistes ». « La majorité de la population en effet n'approuve pas le coup d'Etat – poursuit le missionnaire. Cependant, les gens veulent qu'il y ait un gouvernement parce que les écoles et les bureaux sont fermés et que les traitements des fonctionnaires ne sont pas versés. Il s'agit d'une situation très complexe » conclut le Père Sciocco. (L.M.) (Agence Fides 14/05/2012)